

Application de la note S/2010/507
Séance de synthèse des travaux du Conseil de sécurité au mois d'avril 2013

Intervention de S.E. Mme Sylvie LUCAS
Ambassadeur, Représentant permanent du Luxembourg auprès de l'ONU

Monsieur le Président,

Je voudrais tout d'abord vous féliciter d'avoir pris la décision d'inscrire une séance de synthèse des travaux du mois à l'ordre du jour de votre Présidence du Conseil de sécurité. Comme vous, nous pensons qu'il est important de saisir cette occasion de renforcer la transparence du Conseil à l'égard des non-membres. Certes, davantage pourrait encore être fait en termes d'interactivité, mais nous sommes convaincus que nous sommes engagés dans la bonne direction.

Le Luxembourg partage également votre souci de voir le Conseil porter une attention accrue à la prévention des conflits. Nous saluons votre choix d'en avoir fait une des priorités de ce mois, ce qui nous a permis d'approfondir nos réflexions sur les causes profondes des conflits en Afrique. Je pense que nous sommes tous d'accord sur le fait qu'un traitement adéquat de ces causes, telles que la compétition pour des ressources naturelles de plus en plus rares, peut contribuer à éviter les conflits et leurs cortèges de souffrances.

Avant de traiter de façon plus détaillée du rôle accru que le Conseil de sécurité pourrait jouer dans le domaine de la prévention des conflits, permettez-moi d'illustrer, grâce au dossier malien, la pertinence d'une approche usant de l'ensemble des moyens à notre disposition pour combattre des fléaux multiformes risquant de déstabiliser une région toute entière. La situation au Mali et ses ramifications à travers le Sahel et au-delà, nous semble en effet représentative des défis de plus en plus complexes auxquels notre Organisation doit désormais faire face.

Nous avons ainsi pu adopter la semaine dernière la résolution 2100 qui autorise le déploiement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali. Outre le volet de stabilisation et de maintien de la paix, cette résolution donne les moyens aux Nations Unies d'accompagner le processus politique malien qui devra à terme asseoir l'autorité publique et assurer le respect de la souveraineté nationale dans les régions reconquises.

Il ne faut cependant pas perdre de vue que les causes qui ont mené à la crise au Mali continuent de saper la stabilité de la région de l'Afrique de l'Ouest. Une approche intégrée nous semble donc d'autant plus nécessaire pour lutter contre les fléaux qui menacent la paix et la sécurité dans une région confrontée à des défis multiples et imbriqués. La Stratégie intégrée pour le Sahel doit répondre à cette exigence et nous nous félicitons dès à présent des discussions que nous aurons, enfin, oserais-je dire, à ce sujet au début du mois à venir. Si cette stratégie est censée adresser des domaines aussi variés que la sécurité, la gouvernance, le développement, les droits de l'homme et la réponse aux besoins humanitaires, elle pourra, de notre point de vue, également fournir

au Conseil de sécurité tout un éventail de moyens d'action, y compris en matière de prévention des conflits. En effet, pour traiter de situations nationales différentes face à des menaces transfrontalières à l'échelle régionale, l'efficacité de l'action du Conseil dépend de sa faculté à combiner des actions relevant de la prévention des conflits, des actions relevant de la gestion d'une situation de menace réelle à la paix et la sécurité internationales et des actions relevant de la consolidation de la paix au lendemain d'un conflit.

Monsieur le Président,

Dans une logique de prévention des conflits, il est bon de rappeler que l'article 99 de la Charte des Nations Unies permet au Secrétaire général d'attirer l'attention du Conseil de sécurité sur toute situation qui, à son avis, pourrait mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous saluons le fait que le Secrétaire général continue de faire usage de ce moyen.

Nous sommes cependant convaincus que nous pourrions faire mieux et plus en utilisant ce moyen d'action de façon plus stratégique. L'instrument du « *horizon scanning* » nous apparaît dans ce contexte comme un outil tout indiqué pour permettre au Conseil de sécurité de garder un œil vigilant sur des situations qui ont le potentiel d'évoluer vers une menace à la paix et à la sécurité internationales. Un recours plus systématique au « *horizon scanning* », éventuellement en le combinant ou l'alternant avec une séance de synthèse comme celle que nous tenons aujourd'hui, devrait permettre au Conseil d'anticiper les crises au lieu de devoir se borner à réagir aux développements sur le terrain, une fois que la crise a éclaté. A cet égard, il y a certainement des leçons à tirer de la grave détérioration de la situation en République centrafricaine au cours des derniers mois. Nous espérons que la vigilance du Conseil, en coopération et en coordination avec la Commission de consolidation de la paix et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Représentant spécial du Secrétaire général, permettra de prévenir une déstabilisation de la situation en République de Guinée, à deux mois d'élections législatives cruciales pour la consolidation de la paix et de la démocratie dans ce pays.

Il ne faut en effet pas sous-estimer le risque de reprise de la violence au lendemain d'un conflit. Avec la création de la Commission de consolidation de la paix, les Nations Unies se sont donné un instrument destiné à répondre à cette préoccupation. Les différentes formations-pays permettent d'accompagner la transition post-conflit, de coordonner les efforts internationaux et de mobiliser des ressources pour répondre aux situations de fragilité menaçant l'établissement d'une paix durable. Compte tenu du risque accru de reprise de la violence auquel sont exposés les pays sortant d'un conflit, nous pensons qu'une coopération plus étroite entre le Conseil de sécurité et la Commission de consolidation de la paix s'impose pour minimiser ce risque autant que faire se peut.

Très concrètement, on devrait penser à la possibilité de solliciter de façon régulière l'avis des Présidents des formations-pays de la Commission de consolidation de la paix quand le Conseil s'apprête à formuler ou à renouveler le mandat d'une Mission de l'ONU dans un pays figurant à l'ordre du jour de la Commission. Dans ce contexte, je voudrais réitérer notre conviction – comme j'avais déjà pu le faire lors de la séance d'information de jeudi dernier – qu'il conviendrait d'associer les Présidents des formations-pays de la Commission de consolidation de la paix aux consultations du Conseil de sécurité. Leur

éclairage peut être particulièrement bienvenu dans les cas d'une transition de la présence d'une Mission onusienne vers un accompagnement plus léger par la communauté internationale.

Monsieur le Président,

Permettez-moi enfin d'évoquer la situation en Syrie et dans les pays voisins, sujet brûlant d'actualité que nous avons traité ce matin encore, à la demande et en présence du Représentant permanent de Jordanie. Au cours de ce mois, nous avons eu l'occasion de discuter de la situation en Syrie sous les aspects politique et humanitaire. Le constat est sans appel : la situation va en s'empirant. Paralysé par les divisions en son sein, le Conseil de sécurité a largement failli à sa tâche de mettre fin aux violences et de dégager des voies de sortie politique à la crise.

Il faut désormais éviter un nouvel échec qui consisterait à laisser le conflit s'étendre aux pays de l'ensemble de la région. Le Conseil n'a pas réussi à prévenir la crise syrienne, mais nous voulons croire qu'il est encore temps que le Conseil prenne les mesures nécessaires pour prévenir un conflit à l'échelle régionale. Si la communauté internationale doit continuer d'assister les pays qui accueillent avec abnégation un flot ininterrompu de réfugiés, il faut cependant se rendre à l'évidence qu'une solution durable ne peut venir que d'un règlement politique de la crise syrienne. En attendant, il est urgent que ce Conseil trouve des voies et des moyens pour alléger les souffrances des personnes qui luttent pour survivre dans la Syrie ravagée, en s'engageant par exemple pour assurer l'accès humanitaire transfrontalier.

Monsieur le Président,

Je ne saurais conclure sans vous exprimer, à vous et à votre équipe, les félicitations de ma délégation pour la manière dont vous avez conduit nos travaux tout au long de ce mois bien chargé. Le mois d'avril a une signification particulière dans l'histoire du Rwanda. Ce fut un honneur pour nous de vous soutenir dans vos efforts de promotion de la prévention des conflits, afin que les leçons douloureuses de l'histoire ne restent pas sans suites.

Je vous remercie de votre attention.